

DISCOURS DE BORIS VALLAUD

MOTION DE CENSURE CONTRE LE GOUVERNEMENT DE MICHEL BARNIER

ASSEMBLÉE NATIONALE - 4 DÉCEMBRE 2024

Madame la Présidente,
Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Chers collègues,

C'est avec gravité que je me présente devant vous, dans un sentiment mêlé de colère, de déception, d'inquiétude et avec une totale incompréhension.

Au moment de la constitution de votre gouvernement, vous nous aviez annoncé une nouvelle méthode, revendiqué une culture, celle du compromis, et fait la promesse de la concertation. Vous nous aviez également assuré, au moment de son dépôt, que votre projet de budget de la Sécurité sociale était « perfectible ».

Nous vous avons pris au mot, soucieux de l'intérêt général, de l'intérêt de la France et des Français, désireux de faire vivre ce parlementarisme auquel nous sommes attachés.

Dans la fidélité aux engagements pris devant nos électeurs, nous avons, avec les groupes écologistes, GDR et de la France insoumise mais également en quelques occasions avec d'autres, voulu améliorer votre budget de la Sécurité sociale, en partant des besoins des Françaises et des Français, et en défendant quelques principes simples :

- exonérer les classes populaires, les malades et les retraités des efforts d'économie demandés ;
- soutenir l'hôpital public à la peine et les EHPAD exsangues par des moyens supplémentaires ;
- faire de la prévention une priorité pour améliorer durablement la santé des Français ;
- répondre, enfin, au défi du grand âge alors que nous attendons depuis 8 ans une loi jamais présentée.

Nous avons en Commission et dans cet hémicycle défendu ce chemin, cherchant pas à pas des compromis et posant devant chaque dépense nouvelle, ou chaque économie que nous récusons, des prélèvements sociaux justes et équilibrés, efficaces sur le plan sanitaire, social, comme économique. Vos prédécesseurs vous ont privé, il est vrai, de 40 milliards de cotisations par an depuis 2017.

Monsieur le Premier ministre, à aucun moment vous ne nous avez laissé améliorer votre projet. Il est injuste et inefficace ; il fait payer les malades, appauvrit les retraités, fragilise l'hôpital et ne prépare pas le pays aux défis de la société du vieillissement. Vous nous avez refusé la possibilité d'aller au bout de son examen et êtes demeurés obstinément sourd aux propositions encore formulées lors de la CMP. Nous n'avons jamais été dans le tout ou rien.

À aucun moment, vous n'êtes entrés en dialogue avec l'opposition de la gauche et des écologistes, ni n'avez donné suite à aucune de nos propositions, que ce soit à l'occasion du débat parlementaire, durant lequel vous avez totalement disparu, ni à la suite des courriers que nous vous avons adressés, ni lors de notre récente entrevue à Matignon, à votre invitation pourtant.

Lors de cette entrevue, vous avez eu cette confiance, saisissante, « je connais vos propositions, certaines sont intéressantes, mais je ne peux pas prendre le risque de fracturer mon socle commun ». Toute votre énergie était donc à apaiser les ambitions de M. Attal, à contenter M. Wauquiez ou à vous assurer de la bienveillance de Mme Le Pen.

Je comprends que c'est d'abord entre eux et avec eux qu'il vous a fallu trouver des compromis.

Cette motion de censure, c'est d'abord votre échec, l'échec de la méthode Barnier. Elle n'aura été en définitive qu'un bruit qui court.

Mais il y a plus grave. Le 7 juillet dernier, des femmes et des hommes, unis dans l'idéal d'une République laïque, sociale, fraternelle, épris de justice et de démocratie, comme à chaque fois que l'histoire l'exige, se sont retrouvés pour défendre l'essentiel et empêcher l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir.

Les députés, vous chers collègues, élus par l'élan démocratique de ce Front Républicain, n'étaient tenus que par une seule promesse, une seule loyauté, un seul engagement : ne rien céder à l'extrême-droite.

Pourtant Monsieur le Premier ministre, c'est avec le seul Rassemblement national que vous avez engagé des discussions qui, loin de se borner aux questions budgétaires, cèdent aux plus viles obsessions de l'extrême-droite : une nouvelle loi immigration après la débâcle politique et morale de l'an dernier et une réforme de l'Aide médicale d'État.

Pendant des semaines, et hier soir encore à la télévision, vous vous êtes enfermé dans un tête-à-tête humiliant avec elle.

Monsieur le Premier ministre, il est manifestement devenu plus convenable de parler avec l'extrême-droite qu'avec la gauche. Nous ne pouvons-nous résoudre à cela, comme nous ne pouvons-nous résoudre à la trahison du front républicain qui justifie à elle seule cette motion de censure.

Je m'adresse à vous collègues du « socle commun », n'êtes-vous vraiment pour rien dans ce qui se joue ? Cette censure, ne sentez-vous pas qu'elle est aussi la vôtre ? La censure de votre désertion, la censure de votre silence, de votre défense obstinée d'une politique qui a échoué et que les électeurs ont rejeté ? Vous n'avez été que dans la défense du bilan, tout le bilan, rien que le bilan d'Emmanuel Macron.

Cette motion de censure, ceux qui la déposent prennent, en effet, la responsabilité d'affirmer leur capacité de gouverner. Et nous revendiquons à gauche de gouverner et de nous engager sur des chantiers prioritaires que nous avons défendus avec le front populaire devant les électeurs.

Mais je sais aussi que le vote des Français n'a pas dessiné de majorité au sein de l'Assemblée, nous en avons nous-mêmes pris acte en août dernier dans un courrier signé par l'ensemble des présidents de groupe du NFP auquel vous n'avez jamais répondu.

Nous nous faisons déjà les garants d'une nouvelle méthode et de la recherche de majorités texte par texte. Certains redoutent le changement d'alliance, je les rassure, nous plaidons le changement de méthode, un chemin de dialogue et d'actions concrètes avec les seules forces républicaines. Ce chemin que le Premier ministre n'a pas trouvé.

C'est le contrat qui nous lie à nos électeurs qui espèrent de la gauche un changement dans leurs vies. Je pense aux chômeurs, aux sacrifiés des plans sociaux qui viennent, aux agriculteurs, aux artisans, aux travailleurs précaires, aux jeunes, aux familles en grande difficulté, accablés par votre budget. Aux fonctionnaires, aux enseignants, aux soignants dont les conditions de travail vont se dégrader. À tous ces Français modestes, d'hexagone et d'Outre-Mer, qui peinent à envisager l'avenir, écrasés par le poids du quotidien.

Aux classes populaires qui ont bien conscience de leurs intérêts. Qui ne peuvent se payer le luxe d'attendre la délivrance d'une hypothétique nouvelle élection. Qui savent qu'un pas en avant vaut mieux que mille programmes. Et qui préfèrent l'action, même imparfaite, au verbe, s'il est impuissant.

Un Premier ministre de gauche conduisant la politique de la Nation, en cohérence avec la volonté de changement des électeurs qui ont nous ont fait confiance, et une assemblée qui cherche les compromis et les majorités larges autour de quelques priorités qui répondent à l'urgence et aux attentes des Français. C'est cela « un accord de non censure » pour gouverner sans 49.3.

Nous pouvons convenir ensemble, tous les présidents de groupe ayant bénéficié du front républicain, d'un accord de méthode pour y parvenir. C'est une construction politique difficile, je le sais, mais la seule possible et raisonnable devant nous.

Mes chers collègues, le pouvoir n'est plus à l'Élysée. Le pouvoir n'est plus à Matignon. Le pouvoir est ici à l'Assemblée nationale. A ceux qui comme moi sont définitivement parlementariste, à ceux qui espèrent le réveil de la démocratie, à celles et ceux qui espèrent d'une VI^e république, je le dis : « la voici ! ».

Oui, nous voulons changer de budget, changer de premier ministre, changer de politique et changer la vie. Et trouver un chemin pour cela. Je crois dans le

génie de la démocratie. Mais elle a besoin de démocrates sincères et de républicains ardents, elle a besoin de parlementaires adultes.

Chers collègues du « bloc central », je le dis avec gravité : cette censure est un appel au sursaut moral. La majorité de compromis que vous avez voulu s'est transformée en un sinistre gouvernement de connivence avec l'extrême-droite que vous subissez et qui désormais vous achève. À tout républicain authentique, le prix à payer est devenu beaucoup trop élevé.

Le choix qui est devant vous est désormais clair : préférez-vous négocier avec une gauche au pouvoir, que certains jugent imparfaite mais avec laquelle la plupart d'entre vous partagent l'essentiel du combat républicain, ou continuer de courber l'échine aux injonctions de Marine Le Pen? Que préférez-vous ? La laisse et le bâton du Rassemblement national, ou la responsabilité républicaine, au prix de négociations parlementaires exigeantes ? Nous vous demandons d'être à la hauteur de la France, et d'entendre l'aspiration à la fraternité au sein du pays.

Chers collègues, la stabilité, ce n'est pas de continuer de livrer le gouvernement de la France aux maîtres chanteurs de l'extrême-droite ;

Le bon sens, ce n'est pas vouloir régler la crise budgétaire en poursuivant la politique qui en est la cause.

Cette motion de censure n'est pas une fin en soi. Notre responsabilité est de présenter une issue et des solutions, je les ai esquissées, les socialistes y prendront toute leur part. Nous pouvons sur cette base nous donner rendez-vous dès demain.

Cette motion de censure n'est pas non plus un outil qui vise à la déstabilisation ou au chaos institutionnel.

Cette motion de censure, c'est pour retrouver le chemin du progrès, et du dialogue républicain, c'est pour donner un budget juste à la France.

Cette motion de censure, c'est pour gouverner sans jamais négocier avec l'extrême-droite.

Cette motion de censure, c'est pour donner un gouvernement stable à la France : un gouvernement qui a besoin de légitimité pour exercer son autorité, et qui ne pourra la trouver que dans cette assemblée.

Pour que vive la France et la République, dans la fidélité au meilleur de son histoire.
